

Rapport de présentation

Projet de décret relatif à la participation financière des agences de l'eau à la protection sociale complémentaire (prévoyance) de leurs personnels

I – Eléments de contexte :

Les agences de l'eau, établissements publics administratifs sous tutelle du ministère en charge de l'environnement, ont mis en place à la fin des années 1960 un régime de protection sociale complémentaire en faveur de leurs personnels contractuels de droit public.

Ce régime actuel repose sur une adhésion collective et obligatoire de ces agents, limitée à la prévoyance (absence de garanties en matière de santé), pour laquelle les agences de l'eau participent financièrement à un niveau égal ou supérieur à 75% du montant de la cotisation. Ce régime de prévoyance comprend des garanties concernant les risques suivants : décès, incapacité temporaire de travail et invalidité permanente.

Or, les contrats de référencement actuels arrivent à échéance fin 2015 et il convient, s'agissant d'un acquis social très ancien, de s'assurer d'une assise juridique suffisante de ce régime pour permettre un nouveau référencement fondé sur des garanties et une participation financière de l'employeur équivalente.

La protection sociale complémentaire des agents de droit public, tant pour la santé que pour la prévoyance, est actuellement régie par l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et par le décret n°2007-1373 du 19 septembre 2007 modifié et ses arrêtés d'application.

Il résulte des dispositions juridiques du décret n°2007-1373 du 19 septembre 2007 modifié précité, relatives à la protection sociale complémentaire :

- que si l'employeur public est libre de participer ou non au financement de la protection sociale complémentaire de ses agents, sa participation est limitée aux transferts de solidarité (différence entre prestations versées et cotisations) ;
- que l'adhésion aux garanties de protection sociale complémentaire référencées est facultative et individuelle pour les agents.

Le dispositif actuel des agences de l'eau n'est donc pas compatible avec ce cadre réglementaire pour les raisons suivantes :

- participation financière de l'employeur public excédant les transferts de solidarité ;
- adhésion obligatoire à un contrat collectif.

Le régime actuel de prévoyance des personnels contractuels des agences de l'eau respecte en revanche l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 : celles-ci (les agences) « peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent » et « cette participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités », ce qui est le cas (cette participation ne se limitant pas au coût des seuls transferts de solidarité).

La sécurisation juridique des modalités d'application de ce régime actuel peut donc bien s'effectuer par décret en Conseil d'État, comme le prévoit le III de l'article 22 bis de la loi précitée.

Tel est l'objet du présent projet de décret relatif à la participation financière des agences de l'eau à la protection sociale complémentaire de leurs personnels.

II – Exposé des articles :

Ce projet de décret encadre le régime de prévoyance des agents contractuels actifs et retraités des agences de l'eau en complément du décret « de droit commun » n° 2007-1373 du 19 septembre 2007, auquel il déroge pour certains points (article 1).

Il précise que ce régime est collectif et obligatoire (article 2), sauf pour certains cas particuliers (retraités et agents en situation de congés non rémunérés).

Il déroge aux dispositions du chapitre III du décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 qui limitent le montant de la participation financière de l'employeur aux seuls transferts de solidarité entre actifs et retraités, et précise la manière dont cette participation est fixée (article 3).

III – Impact budgétaire :

Au plan budgétaire et financier, il convient de noter :

- que cette mesure ne crée pas de dépense supplémentaire, puisqu'il s'agit de pérenniser une dépense existante et financée sur son budget par chaque agence de l'eau ;
- que cette dépense concernerait de l'ordre de 1650 agents en 2016, pour un coût moyen estimé à 555 € par agent (sur la base du coût moyen 2012, qui est plutôt une estimation haute, et en homogénéisant le taux de participation financière moyen des agences de l'eau à 75 % dans le cadre d'un contrat de référencement mutualisé), soit un coût total annuel près de 916 k€, dans tous les cas inférieur à 1 M€ ;
- que cette dépense est soutenable financièrement par ces établissements (0,8 % des dépenses de personnels 2014, moins d'un millième de leurs dépenses) ;
- que cette dépense a vocation à diminuer dans le temps, la population bénéficiant de ce régime de prévoyance allant en diminuant.